LA MAINMISE DU POUVOIR COMMUNISTE SUR LES MILIEUX INTELLECTUELS ROUMAINS (1954-1976)

Georgiana MEDREA
University of Bucharest

Abstract: The article "The Seizure of Romanian Intellectuals by Communist Power (1954-1976)" whose drafting came as a result of the study of Franco-Romanian cultural relations after World War Two aims at accounting for the analysis of institutionalized bilateral approaches with the internal observation of the phenomenon of progressive domination of artists and writers. With its various moments of pressure and concession, this was a precious barometer from the viewpoint of French diplomacy as it closely reflected the relation of the Bucharest regime with Moscow, Western Europe and its own people.

Keywords: Franco-Romanian cultural relations, communism, Writers' Union.

Les bornes chronologiques choisies pour le présent article relèvent d'une temporalité spécifique aux relations culturelles franco-roumaines, dans le cadre desquelles ce processus est maintenant abordé, selon les notations des diplomates français en poste à Bucarest.

La déstalinisation stimule effectivement la négociation de la reprise des relations brutalement rompues par la partie roumaine en 1949. A partir de 1954, les rapports diplomatiques s'attardent longuement sur la relation du parti unique avec les intellectuels, car leur orientation et leur teneur constituent un bon baromètre de la politique du parti unique à l'égard de Moscou et de l'Occident, tout en donnant, dans les années soixante, la mesure exacte du suivi de la tendance de libéralisation du régime sur le plan interne.

Parmi tous les domaines culturels et artistiques, c'est avec les écrivains que le pouvoir maintient le dialogue le plus persistant. L'analyse de l'évolution de l'Union des Ecrivains sous la stricte orientation des dirigeants politiques de premier rang demeure ainsi emblématique, en constituant l'objet essentiel de ces considérations. Après 1976, la rupture du régime avec les intellectuels et le peuple devient de plus en plus évidente, aussi les analyses mettent moins le cap sur la question. Le but de cet article est de compléter l'étude déjà entamée des relations bilatérales officielles et institutionnalisées par un regard équilibré et lucide, si minutieux que presqu'introspectif. Seront ainsi précisés les différentes étapes de cette mainmise, ainsi que le corpus idéologique employé à cet effet.

Plusieurs étapes se démarquent au sein de la période étudiée. Jusque dans les années soixante, le parti observe scrupuleusement les directives soviétiques, en se mettant « toujours en retard, même sur Moscou, attendant prudemment pour avancer de voir s'il ne se produit pas de retour en arrière[1] ». Les révoltes qui se faisaient alors entendre en Pologne ou en

[1] Pierre Francfort, ministre de France en Roumanie à Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, Bucarest, le 2 juillet 1957, Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN), dossier Bucarest Ambassade 124PO/1/403, p.2.

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)

Hongrie sont escamotées par la presse officielle, qui n'en discute aucun des problèmes de fond. Il s'agit de reprendre l'intelligentsia en main, selon un processus qui « reste si bien calqué sur celui qui s'est manifesté en URSS, il en suit si étroitement les détours, qu'on ne saurait pas non plus trouver ici d'intention spontanée d'orienter la vie intellectuelle roumaine vers plus d'autonomie[2] ». En 1962, Pierre Bouffanais, le ministre de France à Bucarest, remarque de manière tranchante : « A vrai dire, les intellectuels et les artistes ne sont bien traités en République Populaire Roumaine que pour autant qu'ils s'aplatissent devant le Parti[3] ». De la sorte, lors de la deuxième Conférence Nationale des Artistes Plastiques (1963), la presse rappelle opportunément que « l'artiste, étant choyé par le parti, doit le servir en retour[4] ».

L'arrivée de Nicolae Ceausescu au sommet du pouvoir semble changer le cours des choses, en marquant le début d'un processus de libéralisation en cours depuis 1964 dans le domaine littéraire[5]. L'ouverture diplomatique vers l'Occident et vers la France notamment s'accompagne d'un relâchement des réticences envers cette culture. Les valeurs promues par les démocraties européennes sont certes présentées de manière critique, mais on commence, néanmoins, à les faire connaître.

C'est à partir de là que les œuvres des artistes et les écrivains roumains qui se sont affirmés en dehors des frontières sont revendiquées comme appartenant également au patrimoine national. *Les Rhinocéros* d'Eugène Ionesco, que la France présente déjà en tournée dans différents pays du monde, reçoit l'autorisation de traduction et paraîtra dans la revue « Secolul XX », avant d'être mise en scène par Radu Beligan au Théâtre National de Bucarest, en début d'avril 1964. Les critiques favorables ne manquent évidemment pas de relever le « drame vécu par la société bourgeoise qui ne trouverait pas […] la force de résister « au processus de fascisation » rendu inévitable du fait même de ses structures[6] ». Vladimir Streinu déplore l'individualisme de Béranger, en remarquant que « toute massification ne mène pas à l'annulation de l'individu en tant qu'être humain[7] ». Dans le même sens, lors de l'exposition consacrée à Constantin Brancusi en 1956, « Scânteia » précise bien qu'il faut bien distinguer entre l'étape réaliste roumaine et l'abstractionnisme « décadent » occidental[8].

De même, le signal est donné pour la reconsidération de l'histoire du pays, même de celle plus récente, qui comprend la réhabilitation des personnalités culturelles condamnées pendant les années staliniennes. Les intellectuels sont encouragés à puiser dans les sources du passé, mais ils rencontrent en cela la résistance de la vieille garde officielle. La direction du

[2] *Ibid.*, p.16.
[3] Pierre Bouffanais, ministre de France à Bucarest, à Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, Bucarest, le 25 mai 1962, n° 2/51/EU, *loc. cit.*
[4] Pierre Bouffanais à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 7 juin 1963, n° 410/ACT, p. 2, *loc.cit.*
[5] Jean-Louis Pons, ambassadeur de France à Bucarest, à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 12 mars 1965, n° 113/EU, *loc.cit*.
[6] Pierre Bouffanais à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 12 avril 1964, n° 311/ACT, p.3, *loc. cit.*
[7] *Ibid.*
[8] Francis Levasseur à Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, Bucarest, le 19 avril 1972, n° 150/EU, p. 15, *loc. cit.*

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)

parti semble tiraillée entre le souhait d'affirmation nationale et le souci de préserver le puissant voisin soviétique[9].

Jusqu'en 1971, l'espoir est entretenu et assez souvent confirmé d'un relâchement idéologique. La période suivant les IX^e^ et le X^e^ Congrès du Parti est qualifiée de « véritable renaissance des lettres » et le pouvoir affirme sa volonté de mettre fin aux pratiques qui entravaient la création artistique, telles les « ingérences superflues » et les « mesures administratives[10] ». La défense courageuse de la Tchécoslovaquie attire dans les rangs du parti de nombreux intellectuels qui restaient encore sur la défensive. Alors même que les événements de Tchécoslovaquie sont minutieusement connus par une certaine élite, la diffusion abondante de ces informations par la presse semble éviter le débat de fond. En prenant note de l'article de Radu Popescu, *Réponse aux amis slovaques*, publié dans « Gazeta literară », vitrine de l'Union des Ecrivains, Jean-Louis Pons, l'ambassadeur de France à Bucarest, remarque que « le lecteur est soigneusement tenu dans l'ignorance du contenu de la lettre ouverte des écrivains slovaques[11] ».

Cette période faste prend fin avec l'énonciation des thèses de juillet. Ainsi, à partir de la moitié de l'année 1971 et jusqu'en mai 1972, une campagne de reprise en main des intellectuels est dûment menée par le Parti. Le message que le pouvoir adresse aux écrivains lors de la Conférence nationale du 2-24 mai 1972 est clair : ils peuvent conserver leurs privilèges tant qu'ils se montrent dociles[12]. Et cela est valable pour tout le monde. Pour accroître la pression sur les lettres roumaines, plusieurs moyens sont employés, dont la réduction des droits d'auteur, le changement de la direction des principales revues, « Contemporanul » et « România literară », la réduction du nombre des publications périodiques de spécialité sous le prétexte de la pénurie de papier en 1974, suivie du licenciement de 1.700 journalistes, le recul numérique des représentants des intellectuels au Comité Central[13].

A partir de 1976 notamment, lorsque la presse étrangère commence à rendre compte des anomalies du régime, en soulignant l'inadéquation de la propagande à la réalité vécue par les gens du pays, les auteurs les plus engagés sont invités à prendre la plume pour défendre les thèses du parti, tout en lançant des attaques contre les exilés dissidents. En même temps, Lors de la Conférence nationale des Ecrivains du 26-27 mai 1977, Nicolae Ceausescu prend le soin de réduire l'agressivité critique de ses discours, avec le souci de les maintenir dans une disposition modérée qui éviterait le conflit ouvert. Dans cette visée conciliante, il leur rappelle le devoir de contribuer à la formation de « l'homme nouveau », en s'orientant selon la « boussole sûre » du matérialisme dialectique[14]. Mais la rupture est bien là, de plus en plus visible dans les années quatre-vingt, lorsque les protestations des intellectuels se font de plus en plus insistantes, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger.

---

[9] Jean-Louis Pons à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 12 avril 1965, n° 168/EU, p.4, *loc.cit.*

[10] Francis Levasseur, *id.*, p. 2.

[11] Jean-Louis Pons à Michel Debré, Bucarest, 25 juillet 1968, n° 227/EU, p. 2, *loc. cit.*

[12] Francis Levasseur à Maurice Schumann, Bucarest, le 1^er^ juin 1972, n° 371/EU, *loc. cit.*

[13] Jean Brouste, chargé d'affaires de France à Bucarest, à Jean Sauvenargues, ministre des Affaires étrangères, n° 677/EU, p. 2-3, *loc. cit.*

[14] Raoul Delaye, ambassadeur de France en Roumanie à Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, Bucarest, 13 juin 1977, n° 920/EU, p. 2, *loc. cit.*

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)

Pour assoir sa domination sur les milieux intellectuels, le pouvoir alterne les concessions et les mesures dures, telles les épurations, les emprisonnements, l'arrestation à domicile, la privation de moyens financiers et de possibilités d'expression dans l'espace public, sans manquer de rappeler systématiquement en quoi consiste leur devoir envers le parti et le peuple.

Le maître-mot demeure le réalisme socialiste. En janvier 1959, Mihai Beniuc, membre de l'Académie, le premier secrétaire de l'Union des Ecrivains, déclare dans son rapport *La littérature d'actualité et l'esprit du parti dans la littérature* (sic) *:* « tous les écrivains roumains dignes de ce nom, capables de tenir une plume dans la main, sont engagés au service du socialisme et des travailleurs[15] ». Ils n'ont pas à écrire pour le succès de vente, mais pour la réussite du socialisme, la paix et le progrès. Aussi doivent-ils considérer la réalité de la perspective collective et révolutionnaire et exprimer cette position dans le contenu de leurs œuvres[16]. Selon « Scânteia » du 15 juin 1957, l'exigence de l'inspiration de l'actualité recouvre le besoin que les lecteurs trouvent dans les livres « les grands idéaux » d'une époque « complexe », ainsi que des réponses adéquates. L'inspiration folklorique et ouvrière reflète au mieux les transformations à illustrer.

Lors de son élection comme Premier Secrétaire du P.C.R., Nicolae Ceausescu tient à adresser d'emblée aux directeurs des unions littéraires et artistiques, réunis avec ceux de certaines institutions culturelles, avec des professeurs des universités et des rédacteurs en chef, en la présence de membres notables du parti, tels Chivu Stoica, Gheorghe Apostol, Emil Bodnăraș et des spécialistes en questions idéologiques Ștefan Voitec et Leonte Răutu. Les tendances fondamentales de son discours inspiré certainement des prises de position de Khrouchtchev sont les suivantes : les œuvres « issues de la réalité de l'époque », selon un art qui ne se sépare pas de l'homme, doivent « s'identifier aux aspirations de la société environnante ». Il montre au même titre une attitude personnelle plutôt libérale, en admettant la diversité des styles, l'ouverture vers l'étranger dans un esprit critique, l'abandon du dogmatisme et de l'exclusivisme[17]. Il va de soi que la liberté de création « doit être comprise comme une vibrante disponibilité aux exigences de la société, elle est une autre face de la responsabilité sociale, d'une responsabilité assumée lucidement par chaque artiste comme une façon de tisser harmonieusement les mobiles de l'action collective avec ceux de la création individuelle[18] ». En juin 1968, lorsque le parti souhaite modérer les élans des jeunes écrivains modernistes qui sollicitent un « assainissement moral » du climat littéraire, la victoire des libéraux ne signifie pas une intention de « laisser aux écrivains la bride sur le cou », puisque « l'accent est mis à chaque occasion sur la nécessité d'une littérature engagée, militant pour la formation de l'homme nouveau et fidèle à l'idéologie marxiste-léniniste »[19]. L'ambassadeur Jean-Louis Pons flaire le danger qui guette les intellectuels réformateurs, en remarquant : « Le

[15] Jacques-Emile Paris, ministre de France en Roumanie, à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 10 février 1959, n° 69/EU, p. 2, *loc. cit.*
[16] Pierre Francfort à Christian Pineau, Bucarest, le 2 juillet 1957, p. 6, *loc. cit*.
[17] Jean-François Noiville à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 31 mai 1965, n° 289/EU, p. 2, *loc. cit.*
[18] Jean-Louis Pons à Maurice Couve de Murville, Bucarest, le 23 avril 1968, n° 136/EU, p. 2, *loc.cit.*
[19] *Id.*, Bucarest, le 27 juin 1968, n° 192/EU, p.6, *loc. cit.*

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)

courant actuel favorable aux intellectuels libéraux peut toujours se retourner contre eux[20] ». Effectivement, pas plus tard qu'en novembre, Nicolae Ceausescu rectifie ses largesse envers les modernistes : les jeunes n'ont pas à s'affirmer par « la contestation bruyante », mais par le travail ; ils ne doivent pas s'adresser à un cercle d'initiés, mais aux masses et leur aspiration à voyager en Occident n'est pas une solution : la connaissance de cette culture est nécessaire, mais ne leur garantit pas de devenir de bons écrivains. Un circuit touristique dans le pays est aussitôt inscrit à la place dans leur programme. En octobre 1971, la suspicion plane à nouveau sur les intellectuels, coupables de « cosmopolitisme » et de libéralisme bourgeois »[21].

Pour ce qui est des influences étrangères, l'attitude du pouvoir suit le même fil conducteur : ouverture critique dans les années soixante, suivi d'une réaction de méfiance et de rejet après 1977. La nomination d'Alexandru Oprea comme adjoint de Zaharia Stancu à la direction de « România literară » en 1967 illustre la première tendance, car celui-ci s'affirme courageusement en nationaliste modéré : « Nous appartenons à la spiritualité et au circuit de culture européens et il est naturel et nécessaire que nous reprenions tous les liens et les échanges pour un temps interrompus et que nous redonnions un sens actif à notre horizon du monde bouché pour un temps. N'oublions pas cependant que ces interruptions et ces obturations ont eu des conséquences néfastes sur nos liens organiques, fondamentaux, avec notre propre culture et notre histoire. […] Nous revenons en Europe, très bien !... mais n'oublions pas que l'Europe s'appelle aussi Brancusi, Enescu, Eminescu, Blaga, Arghezi et Barbu et tant d'autres qui se nomment avant tout la Roumanie[22] ». Procès de la période stalinienne, critique en demi-teinte de l'emprise soviétique, exigence de réciprocité, il y a là tout autant de thèses conformes à la pensée politique du moment, sincèrement exprimées.

Dans un deuxième temps, une tentative s'ensuit de circonscrire les mécontentements des intellectuels à l'égard des thèses de juillet – Dumitru Tepeneag et Nicolae Breban, qui avaient ouvertement critiqué ces mesures dans la presse française, sont discrètement incités à revenir en Roumanie, Paul Goma est isolé, les oniristes perdent du terrain.

La propagande reprend à son compte un débat ancien, qui sillonne l'histoire de la culture roumaine depuis la moitié du XIX[e] siècle, opposant traditionalistes et européanistes dans la construction du modèle d'évolution sociétale. Dans « Scânteia » du 23 septembre 1972, Alexandru Andrițoiu signe l'article *Littérature et sentiment de la dignité nationale*, en rappelant que « l'écrivain doit rester fidèle aux valeurs exclusivement et automatiquement nationales de sa patrie et en refléter la grandeur originale »[23]. Les écrivains ont donc l'obligation de développer une « mythologie autochtone », une culture homogène, qui résiste à l'immixtion de tout élément étranger, tout en se gardant de l'anachronisme d'une attitude cosmopolite spécifique à l'ancienne aristocratie qui « parlait le français en société, s'habillait à Londres et ne parlait roumain qu'aux cochers[24] ». Le 3 octobre 1975, le même journal, officiel du parti, sous la signature de Petre Dragu, reproche vigoureusement aux artistes et aux

[20] Jean-Louis Pons à Maurice Debré, Bucarest, le 5 juillet 1968, n° 201/EU, p. 7.
[21] Pierre Pelen, ambassadeur de France à Bucarest, à Maurice Schumann, Bucarest, le 12 octobre 1971, n° 395/EU, p. 2, *loc. cit.*
[22] Jean-Louis Pons à Maurice Couve de Murville, Bucarest, 18 juillet 1967, n° 250/EU, p. 3, *loc. cit.*
[23] Jean-Marie Le Breton, ambassadeur de France à Bucarest, à Maurice Schumann, le 26 septembre 1972, n° 1003/EU, p. 2, *loc. cit.*
[24] *Ibid.*

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)

critiques de trop insister sur le caractère subjectif de l'art. Il fait état la nécessité impérieuse de se conformer au programme du parti, à la promotion de l'humanisme socialiste[25]. Trois jours plus tard, « Contemporanul » rappelle la mission sociale de la littérature. A Raoul Delaye de conclure : « Ainsi la vie culturelle roumaine est particulièrement atone[26] ».

Après une série où se succèdent conciliation et mesures dures, les influences étrangères finissent pas être âprement rejetées, et ceux qui ont « fait le choix de la liberté » avec. Le 5 mai 1976, par exemple, l' « Aurore » signale le cas de Benedict Corlaciu, resté en France une année plus tôt. En vue d'un regroupement familial, son nom se trouvait sur les listes humanitaires du président Chirac lors de son voyage officiel effectué en juillet 1975. Toute une campagne de presse est déclenchée en Roumanie contre les intellectuels qui ont préféré d'autres horizons. Dans « Contemporanul », Dumitru Popescu évoque l'enfer moral des exilés, leur nostalgie et leurs remords. Adrian Păunescu écrit dans le poème *Ici est le pays* que si Decebal avait décidé de fuir vers quelque contrée occidentale, il aurait été mort de dégoût avant la frontière. Eugen Barbu, membre suppléant du Comité Central et rédacteur en chef de « Săptămâna » conteste « le talent et la probité » de Dumitru Tepeneag et de Paul Goma, en les accusant de recevoir des expédients pour dénigrer leur pays d'origine. L'émigration fait l'objet d'une campagne « spectaculaire » et « hargneuse »[27].

Chantres du régime mis à part, il semblerait néanmoins que la vague contestataire n'ait emporté qu'une mineure partie des écrivains et des artistes, menacés de perdre leurs moyens de subsistance, leur liberté et leur intégrité physique et psychologique. Néanmoins, la majorité des intellectuels, emmurée dans le silence ou timidement présente dans la pratique du double langage, rejoigne ce mouvement de rejet d'un régime doctrinaire dont les bonnes intentions envers le peuple ne sont guère crédibles.

This work was cofinanced from the European Social Found trought Sectoral Operational Programme Human Resources Development 2007-2013, project number POSDRU 159/1.5/S/140863 Competitive Researchers in Europe in the Field of Humanities and Socio-Economic Sciences. A Multi-regional Research Network.

[25] Raoul Delaye à Jean Sauvenargues, Bucarest, le 16 octobre 1975, n° 360/EU, p. 2, *loc. cit.*
[26] *Ibid.*
[27] *Ibid.*

BDD-A22216 © 2015 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 21:37:07 UTC)